

# Algérie 2014 : à propos

**En fait, à en juger par la situation actuelle du pays, le bilan de fonctionnement du système politique en place, tel qu'il a réellement fonctionné, en tant que système concret de prise de décision, peut être considéré comme plutôt négatif puisqu'il n'a pu empêcher aucune des principales crises qui ont affecté le pays. Et son échec majeur – de fait, initiateur de son processus d'entrée en crise – est certainement celui de ne pas avoir été capable de gérer les différents processus de transition initiés à la fin des années 1980, pourtant nécessaires, et qui auraient dû conduire le pays vers, à la fois, une économie de marché et un système démocratique réellement opérationnel.**

Au lieu de cela, le pays s'enfoncera dans une spirale de crise qui débouchera sur les catastrophes des années 1990 dont les très graves conséquences se font sentir, aujourd'hui encore, dans tous les domaines. Il est évidemment permis de se poser la question de savoir pourquoi – à en juger par ses mauvaises performances répétées – le système politique a pu fonctionner de manière aussi médiocre. Sans se risquer dans une réponse nécessairement complexe et pour aller à l'essentiel, ce sont certainement de nombreux déficits qui seraient en mesure de fournir un cadre explicatif et qui seraient clairement identifiables, entre autres, dans les domaines suivants : acceptation de la transparence, organisation de la concertation, réflexion critique, échanges avec la

évolutions du système politique fonctionnent comme autant d'indicateurs d'évolution d'une grave crise l'entraînant, de fait, vers une phase de dégénérescence. S'inscrivant dans cette même logique, il convient de relever la grave crise que vit depuis plusieurs années le FLN qui, cette année, célèbre son soixantième anniversaire. Porteur des plus grandes espérances, lors de sa création en 1954, il fonctionne depuis longtemps comme un appareil bureaucratique mille fois instrumentalisé et manipulé, vide de tout contenu en rapport avec les évolutions réelles de la société et du monde, au service de luttes de personnes et de clans nourries par «l'argent sale». Or, en tant qu'authentique patrimoine national commun à sauvegarder depuis, au moins,

nauté composée d'une succession de générations passées, présentes et, surtout, à venir. Celles-ci, surtout, doivent absolument être respectées, car ce sont elles qui vont assurer la nécessaire continuité historique de la nation et c'est donc dire si leurs intérêts doivent absolument être préservés. De ce point de vue, la politique actuelle – inscrite dans une vision de très court terme – de consommation effrénée des stocks d'hydrocarbures et des ressources financières que leur valorisation sur le marché mondial génère doit être considérée comme une grave atteinte aux intérêts des générations futures ; et même à ceux des générations les plus jeunes déjà présentes.

En tout état de cause, il importe que ce soient ces nouvelles générations qui arrivent le plus rapidement possible aux responsabilités du pays dans lequel elles sont appelées à vivre et dont tous les rouages doivent être pour elles des motifs de mobilisation et d'engagement. D'autant qu'elles savent très bien que les «neuf chefs historiques» qui, en 1954, appartenaient à l'élite politique ayant décidé de l'initiative historique du 1<sup>er</sup> Novembre et qui allaient en assumer les premières responsabilités avaient une moyenne d'âge de 33 ans.

Par ailleurs, générations ouvertes sur un monde dont elles suivent régulièrement l'actualité, elles savent très bien ce qui s'y passe et n'ignorent pas, entre autres exemples possibles, que Barack Obama, né en 1961, a été élu Président des Etats-Unis en 2008 ; soit à l'âge de 47 ans, alors que l'âge médian aux Etats-Unis était d'environ 37 ans ; c'est-à-dire que lorsqu'il quittera ses fonctions, après deux mandats de Président, il sera âgé de 55 ans.

Ou encore que François Hollande, né en 1954, a été élu président de la République française en 2012 ; soit à l'âge de 58 ans, alors que l'âge médian en France était d'environ 39 ans. De tels faits – et bien d'autres, bien sûr – interpellent quotidiennement les jeunes Algériens qui, d'une manière ou d'une autre, font la comparaison entre ce qui se passe «ailleurs dans le monde» et ce qui se passe dans leur propre pays. Et, nécessairement, ils y trouvent les ingrédients alimentant leur malvie et leur volonté d'émigrer, notamment les plus qualifiés d'entre eux qui savent que, dans le contexte d'une économie mondiale de plus en plus centrée

**Par Nadji Safir, sociologue  
(nadji.safir@gmail.com)**

sur un profond mépris des citoyens, alimenté par les effets euphoriques de la manne rentière et que l'on ose proposer au pays, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, comme un «nouvel horizon indépassable de notre temps».

Cet état de fait qualifiable d'absurde et faisant honte à chaque citoyen conscient conduit tout naturellement à poser la question de savoir pourquoi la société algérienne ne réagit pas massivement contre de telles pratiques. Pour l'essentiel, la réponse à cette interrogation est sensiblement la même que celle formulée à propos de la singularité de la situation algérienne vis-à-vis de ce qui, au début de l'année 2011, avait été appelé «le printemps arabe» et qui avait surpris beaucoup d'analystes et d'observateurs, puisqu'en Algérie «rien ne s'était passé». Malgré les trois années écoulées, la problématique n'a pas beaucoup changé et les mêmes raisons que celles évoquées en 2011 peuvent expliquer pourquoi, aujourd'hui, il n'y a pas de large réaction populaire pour protester contre la mascarade électorale en préparation.

Pour n'en reprendre que les plus importantes, il est possible de citer :

- la persistance des graves traumatismes liés à la tragédie des années 1990 qui conduisent à un refus de formes violentes de contestation du pouvoir central en tant que tel ;
- le fonctionnement formel d'un système démocratique qui permet de canaliser une partie de la protestation ;
- l'existence d'une presse – écrite, surtout – relativement libre ;
- le contexte économique rentier assurant par divers canaux une redistribution relativement efficiente des ressources en direction des couches populaires et des jeunes ;
- le développement d'une importante économie informelle – comportant même des activités mafieuses – offrant des possibilités «d'emploi» aux jeunes appartenant aux couches populaires ;
- la perte d'influence de l'islamisme politique liée à une attitude complaisante du pouvoir politique à l'égard de l'islamisation croissante de la société «par le bas» largement engagée... En fait, la résistance au

**En fait, la résistance au changement dans la société algérienne est même probablement plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'était en 2011, dans la mesure où les évolutions en cours dans beaucoup de pays arabes ont fini par générer un véritable effet-repoussoir, la confortant dans sa position en quelque sorte «conservatrice».**

société civile, prise en charge des aspirations des nouvelles générations, intégration des élites intellectuelles, ouverture sur le monde... Au-delà des diverses variables liées au rôle singulier de certains individus, les nombreux processus qui ont fini par conduire à la surprenante candidature de l'actuel président de la République à un quatrième mandat ne sont qu'une autre illustration du grave processus de crise, depuis longtemps à l'œuvre et de plus en plus profond, qui affecte, désormais, le fonctionnement du système politique en place en son cœur même.

Ces dernières évolutions ne peuvent empêcher d'évoquer certaines analyses en sociologie et science politique qui, d'une part, à propos de nombreux régimes autoritaires dans des contextes rentiers liés à la valorisation de richesses naturelles, notamment les hydrocarbures – ce qui est évidemment le cas du pays –, ont eu recours à un concept utilisé par l'un des pères fondateurs de la sociologie – l'Allemand Max Weber (1864-1920) – dans ses analyses sur la domination, publiées au début du XX<sup>e</sup> siècle : le «sultanisme». Dont il disait, notamment, que c'était «une domination patrimoniale qui, dans la manière dont elle est administrée, se meut principalement dans la sphère de l'arbitraire, non lié à la tradition». Et qui, d'autre part, ont eu recours à la notion de gérontocratie, au sens où, dans une société donnée, l'exercice du pouvoir politique est assuré par les personnes âgées au nom de divers motifs, tels que, par exemple, leur supposée sagesse ou leur connaissance d'une tradition sacrée donnée. Dans le cas de la société algérienne, il est clair que c'est l'instrumentalisation de la rente historique, apanage exclusif des générations qui peuvent encore s'en prévaloir, qui constitue le fondement le plus clair de la dimension gérontocratique indéniablement présente dans l'exercice du pouvoir politique. En dernière analyse, les récentes

l'instauration du multipartisme en 1989, il aurait dû être immédiatement dissous, et ce, pour ne plus relever que des mémoires individuelles et collectives, ainsi que de l'analyse historique critique.

En réalité, le nouveau seuil que constituent les soixante années de vie du FLN et la surprenante décision de présenter la candidature de l'actuel président de la République à un quatrième mandat sont deux phénomènes très étroitement liés, dans la mesure où, symboliquement, ils convergent pour marquer la fin d'un long cycle de l'histoire contemporaine du pays. Car, l'une des principales justifications idéologiques, telle que formulée par le discours officiel, à la base même de la décision de candidature d'un «moudjahid», puise bien évidemment ses racines dans une claire et persistante volonté de manipulation politicienne de la rupture constituée par le 1<sup>er</sup> Novembre 1954. Tout se passant comme si, en tant que l'un des derniers représentants de cette génération de «moudjahidine», entendue au sens large, qui, dès l'indépendance arrachée, s'est constituée en une sorte «d'aristocratie», seule et unique détentrice jusqu'à son dernier souffle – pratiquement au sens propre – du sort du pays, l'actuel président de la République, en s'accrochant au pouvoir, ne poursuivait aucun objectif personnel, mais ne faisait que poursuivre la mission sacrée d'une génération. Or, un tel acharnement ne peut clairement se faire qu'au détriment des missions auxquelles, légitimement, aspirent des générations plus jeunes, maintenues sous une tutelle qui n'a plus rien à leur offrir comme projet que d'accéder aux «miettes» de la redistribution rentière. Alors même que les hydrocarbures, à la base de cette manne, sont une ressource fossile, soit un stock fini, non renouvelable, appartenant non pas aux seules générations actuelles qui peuvent se permettre de l'exploiter à leur guise, mais bien à l'ensemble de la nation en tant que commu-

sur la connaissance, le monde est entré dans une chasse tous azimuts à l'intelligence et qu'ils peuvent proposer celle qui les anime.

Aujourd'hui, l'Algérie offre au monde le spectacle affligeant d'un pays dans lequel un système politique de plus en plus sclérosé, allant à contre-courant, à la fois, du sens de l'Histoire universelle et de la volonté de changement de sa propre jeunesse, veut se maintenir à tout prix. Y compris en proposant au suffrage des électeurs la candidature d'un homme dont l'état de santé ne lui permet pas d'exercer effectivement les fonctions de président de la République et qui, depuis quelque temps déjà, de plus en plus, fonctionne de manière virtuelle. Ceci dit, étant donné les conditions de la «compétition» électorale qui s'annonce, selon toute probabilité, cet homme sera «élu» et un nouveau tripatouillage de la Constitution – un de plus – sera opéré afin de lui permettre de continuer de régner, sans être «gêné» par ce qui pourrait «poser problème». Et ce, dans un invraisemblable scénario, reposant

changement dans la société algérienne est même probablement plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'était en 2011, dans la mesure où les évolutions en cours dans beaucoup de pays arabes ont fini par générer un véritable effet-repoussoir, la confortant dans sa position en quelque sorte «conservatrice». Mais, bien évidemment, il faut être conscient du rôle absolument fondamental que jouent dans le maintien des équilibres sociaux et politiques en question les capacités effectives de redistribution du pouvoir politique et qui, elles-mêmes, vont directement dépendre du niveau des ressources financières dont il dispose. A cet égard, il convient de rappeler le nombre extrêmement élevé de diverses formes d'émeutes locales et/ou de protestations catégorielles qui se produisent afin de rappeler à l'ordre le pouvoir central, mais de manière ponctuelle donc, sur tel ou tel dysfonctionnement – tel qu'estimé du point de vue des initiateurs des mouvements concernés – en matière de redistribution des ressources rentières.